

Frédéric ACCARDI
Commissaire aux Comptes

U.D.S.M.
17 bd Henri Ruel
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre association, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels ci-annexés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 jusqu'à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Continuité d'exploitation

Aucun évènement porté à ma connaissance n'est de nature à remettre en cause la continuité d'exploitation de l'UDSM.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 821-53 et R 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, outre mon appréciation relative au principe de « continuité d'exploitation », je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment sur la réalité des subventions ainsi que leur correct rattachement à cet exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le Conseil d'Administration et le Bureau relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité

d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une certitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 2026,

Frédéric ACCARDI



COMPTES ANNUELS
EXERCICE 2025

Sommaire comptes annuels

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Comptes de résultat	5
Annexes aux comptes annuels	7
Description de l'objet social de l'UDSM	8
 Description de la nature et du périmètre des activités de l'UDSM	 8
 Faits caractéristiques de l'année	 8
 Règles et méthodes comptables	 9
 Complément d'information relatif au bilan et au compte de résultat	 9
 NOTE 1 : Changements liés règlement ANC 2018-06	 10
 NOTE 2 : Immobilisations	 10
NOTE 3 : Amortissements	13
NOTE 4 : Stocks et en cours	13
NOTE 5 : Créances et dettes	13
NOTE 6 : Fonds propres	15
NOTE 7 : Provisions pour risques et charges – Fonds dédiés	17
NOTE 8 : Passif – Emprunts	18
NOTE 9 : Produits et charges imputables à un autre exercice (Produits constatés d'avance, Charges constatées d'avance)	19
NOTE 10 : Dettes sociales et fiscales	19
NOTE 11 : Montant des rémunérations des 3 plus haut cadres salariés (Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006)	19
NOTE 12 : Effectifs	20
NOTE 13 : Engagements retraites	20
NOTE 14 : Informations concernant le commissaire aux comptes	21
NOTE 15 : Informations relatives au compte de résultat	21
NOTE 16 : Engagements hors bilan	21
ANNEXES COMPLEMENTAIRES	22

BILAN 2025

ACTIF	Montant brut 2025	Amort. et prov. 2025	Montant net 2025	Montant net 2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	64 519	63 824	695	598
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 391 036		1 391 036	1 391 036
Constructions	15 968 310	8 112 614	7 855 696	8 250 230
Installations techniques, matériels et outillage	133 737	62 703	71 035	
Autres immobilisations corporelles	9 058 824	6 488 900	2 569 925	2 384 739
Immobilisations corporelles en cours	52 049		52 049	
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	5 414		5 414	5 414
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	31 658		31 658	31 122
TOTAL I	26 705 548	14 728 040	11 977 508	12 063 139
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	12 047		12 047	12 015
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	11 565		11 565	550
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	217 133		217 133	141 523
Autres créances	592 003		592 003	686 685
Valeurs mobilières de placement	955 517		955 517	1 828 612
Disponibilités	17 446 631		17 446 631	15 069 224
Charges constatées d'avance	41 156		41 156	112 350
TOTAL III	19 276 051		19 276 051	17 850 960
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				80 552
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	45 981 599	14 728 040	31 253 559	29 994 651

BILAN 2025

PASSIF	Montant net 2025	Montant net 2024
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	4 129 293	4 129 293
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		90 156
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	8 474 814	7 391 644
Réserves de compensation	1 831 546	1 797 471
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 574 096	1 574 096
Autres réserves	465 514	465 514
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	36 613	54 951
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	413 886	156 793
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	2 153 957	1 265 844
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	617 472	675 146
Provisions réglementées :	1 384 076	1 547 724
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		3 049
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	1 384 076	1 026 058
dont Réserves des plus-values nettes d'actif		518 617
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	21 081 267	19 148 632
TOTAL II		
Provisions pour risques	162 000	219 000
Provisions pour charges	3 523 683	3 314 938
Fonds dédiés		30 795
TOTAL III	3 685 683	3 564 733
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 328 974	2 659 860
Emprunts et dettes financières divers (3)	17 335	18 388
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	609 425	398 302
Dettes sociales et fiscales	2 568 025	2 696 758
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	962 849	1 507 978
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	6 486 609	7 281 287
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	31 253 559	29 994 651

Compte de Résultat 2025

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	335	425
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	190 724	209 202
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	483 128	445 360
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	22 281 988	21 550 700
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	21 827 854	21 198 602
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	800	15 019
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	40 151	40 000
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	675 953	395 222
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	18 482	0
Utilisations des fonds dédiés		107 032
Autres produits	1 906 940	1 360 157
TOTAL I	25 598 502	24 123 118

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	25 250	22 408
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	284 047	287 555
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 593 968	3 722 651
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 420 991	1 504 923
Salaires	9 381 587	9 969 424
Cotisations sociales	6 066 791	5 827 160
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	862 604	777 867
Dotations aux provisions	702 515	429 106
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	11 333	0
Report en fonds dédiés		30 795
Autres Charges	1 312 524	1 221 182
TOTAL II	23 661 609	23 793 071

1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 936 892	330 047
---	------------------	----------------

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	287 378	409 664
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées	0	0
TOTAL III	287 378	409 664

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	90 313	102 174
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	0	0
TOTAL IV	90 313	102 174

2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	197 065	307 490
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	2 133 957	637 537

Compte de Résultat 2025 (suite)

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels	20 000	628 307
TOTAL V	20 000	628 307
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles		0
TOTAL VI		0
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	20 000	628 307
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I+III+V)	25 905 880	25 161 089
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	23 751 923	23 895 245
EXCEDENT OU DEFICIT	2 153 957	1 265 844

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Description de l'objet social de l'UDSM

L'UDSM est une association déclarée Loi de 1901 n° 59/1072, ayant pour but de rechercher et de mettre en œuvre tous moyens propres à améliorer du point de vue psychique et psychologique, les conditions d'existence des personnes domiciliées ou résidant dans le département du Val-de-Marne et les départements limitrophes.

Description de la nature et du périmètre des activités de l'UDSM

L'UDSM s'est fixé pour but de rechercher et de mettre en œuvre tous les moyens propres à améliorer sur le plan psychique et psychologique, les conditions d'existence des personnes domiciliées ou résidant dans le département du Val-de-Marne et les départements limitrophes.

Pour ce faire, l'UDSM assure la promotion, l'animation et la gestion de structures de prévention, de diagnostic et de soins dans le cadre de la politique de prévention et d'accompagnement des troubles psychiques mis en place par ses tutelles ; permettre l'accès à l'apprentissage et soutenir le développement des compétences sociales, favoriser l'insertion des personnes concernées par un trouble psychique, prévenir l'isolement et apporter une réponse aux difficultés de logement des personnes majeures concernées par un trouble psychique, contribuer à l'évolution des soins en santé mentale par la recherche et le développement de solutions innovantes.

L'action de l'UDSM s'adresse aussi bien aux adultes qu'aux enfants et est menée en collaboration avec le dispositif des secteurs et inter-secteurs de psychiatrie et de pédopsychiatrie.

Les établissements et services gérés par l'UDSM relèvent du champ sanitaire, médico-social et social.

Les moyens d'action mis en œuvre :

- La réunion de toutes les personnes physiques et morales intéressées par les problèmes de l'hygiène mentale, de l'alcoolisme et des toxicomanies et la prévention des troubles d'adaptation sociale au sein de la population des départements intéressés,
- La constitution d'un centre de groupement et de liaisons entre les personnes chargées de responsabilités sociales dans les collectivités de ces mêmes départements,
- Les échanges d'informations sur les réalisations favorables à l'amélioration des relations humaines,
- L'extension des consultations médico-sociales spécialisées pour adultes et enfants,
- La création et le fonctionnement, notamment d'externats, de semi-internats et d'internats médico-pédagogiques et professionnels, de foyers de postcure, d'ateliers de réadaptation, d'hôpitaux de jour et de centres médico-psychopédagogiques,
- Et tous autres moyens susceptibles de lui permettre d'atteindre ses buts et objectifs.

Faits marquants de l'année

Le rapport annuel 2025 de l'UDSM présente une année marquée par la consolidation des services, la modernisation des outils et le renforcement de l'accompagnement des personnes accueillies.

L'association a accompagné près de 3 900 personnes grâce à 20 établissements et 300 professionnels.

Plusieurs projets structurants ont été menés : amélioration des locaux, transformation numérique, déploiement du dossier usager informatisé, renforcement des formations et modernisation des pratiques RH.

L'année a également été marquée par une nouvelle identité visuelle, le développement de la communication digitale et le renforcement des partenariats territoriaux.

Enfin, l'UDSM a lancé son projet stratégique 2026-2030 afin de renforcer la qualité des accompagnements, l'attractivité des métiers et la transformation digitale de l'association.

L'association bénéficie du maintien de la confiance de ses financeurs par la qualité de ses activités.

Les excédents constatés au titre de l'exercice résultent principalement d'une sous-consommation des crédits de personnel liée aux difficultés de recrutement rencontrées sur certains établissements.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par :

- Le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2023-03
- Le règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 définit les règles comptables spécifiques aux activités du secteur médico-social.
- Le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.

L'annexe au bilan avant répartition présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de 31 253 559 €
- Le compte de résultat affiche :
 - Un total de produits de 25 905 880 €
 - Un total de charges de 23 751 923 €
 - Un excédent de 2 153 957 €

L'exercice considéré :

- Débute le 1^{er} janvier 2025
- Finit le 31 décembre 2025
- Et a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices
- Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels sont également établis, en tenant compte de la réglementation spécifique, applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) ainsi qu'aux associations et organismes gestionnaires d'ESMS privés.

Complément d'information relatif au bilan et au compte de résultat

Les notes (ou tableaux), ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

NOTE 1 : Changements de méthode de présentation des comptes annuels

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a adopté :

- Le règlement ANC n° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 relatif au plan comptable général,
- Le règlement ANC n° 2023-03 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les dispositions applicables pour la première fois aux comptes sociaux des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 se traduisent par :

- La modification du traitement de certains produits et charges et de leur présentation au compte de résultat et notamment :
- La suppression de la technique du transfert de charges,
- La restriction de la notion de résultat exceptionnel et sa présentation en une seule ligne de charges et de produits.

La modification des postes du bilan tels que :

- La trésorerie présentée en valeur nette en sous-rubrique des valeurs mobilières de placement,
- Les postes « instruments financiers » présentés à l'actif et au passif,

L'application de ces nouveaux règlements n'a pas d'incidence significative sur la présentation des comptes annuels de l'association.

NOTE 2 : Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), minorées des remises, rabais et escomptes obtenus.

Etude de l'Actif du Bilan : Exercice 2025

Valeurs Immobilisées Nettes

11 977 508 €

Intitulés	Valeurs Brutes			Amortissements					Valeurs Résiduelles 31/12/2025 (A-B)
	Valeurs Brutes 31/12/2024	Sorties/Transferts et reclassements 2025	Acquisitions 2025	Valeurs cumulées 31/12/2025 (A)	Valeurs cumulées 31/12/2024	Sorties et Transferts 2025	Dotations 2025	Cumul 31/12/2025 (B)	
Frais Etablissement	45 450	45 450		0	-45 450	45 450		0	0
Logiciels et autres immo incorporelles	21 698		42 821	64 519	-21 099		-42 723	-63 823	696
Terrains	1 391 036			1 391 036	0			0	1 391 036
Constructions/Aménagements	15 968 310			15 968 310	-7 718 079		-394 534	-8 112 613	7 855 697
Autres immobilisations corporelles (1)	8 469 937	-111 362	611 263	9 192 562	-6 085 199	-41 059	-425 346	-6 551 604	2 640 959
Mobiliers et Matériels sur subventions	163 282	163 282	0	0	-163 282	163 282		0	0
Immobilisation en cours			52 049	52 049	0			0	52 049
Autres titres de participation	5 414			5 414	0			0	5 414
Dépôts/Cautiionnements	31 122		536	31 658	0			0	31 658
Autres créances immobilisées	0			0	0			0	0
TOTAUX	26 096 249	97 371	706 669	26 705 548	-14 033 110	167 674	-862 604	-14 728 040	11 977 508

(1) Dont charges à répartir reclassées en immobilisation

Commentaires sur les principaux investissements de l'exercice 2025

Les acquisitions et travaux en cours sont les suivants :

Centre	Nature	Montants en €
CPOM ESMS	Logiciel DUI EVOLUCARE	42 821
	Logiciels et immobilisations incorporelles	42 821
CSAPA Meltem	Chaudière	8 307
CSAPA Meltem	Travaux peinture	39 246
CSAPA Meltem	Etanchéité et isolation toit terrasse	17 237
CSAPA Meltem	Remplacement des stores	9 996
CSAPA LCR	Insonorisation bureaux	3 000
ESAT	Installation téléphonique et de surveillance	22 376
ESAT	Complément de travaux de climatisation	13 889
ESAT	Fourniture et pose portail coulissant	57 582
ESAT	Remplacement des sièges et repose-pieds atelier	23 075
CMP/HDJ	Etanchéité Nogent	43 656
CMP/HDJ	Réfection mur mitoyen HdJ	11 561
CMP/HDJ	Installation visiophone	16 705
CMP/HDJ	Travaux de peinture et refection des marquises	23 045
FOYER	Fourniture et installation climatisation	44 295
FOYER	Machines à laver et réfection escalier et lumière	18 465
SIEGE SOCIAL	Réfection des Murs de cloture	16 104
SAMSAH/MELTEM/FOYER	Matériel de transport	66 074
UDSM	Matériel informatique	69 407
UDSM	Matériel de cuisine	45 719
UDSM	Divers	61 524
	Autres immobilisations corporelles	611 263
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES & INCORPORELLES	654 084

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Logiciels	2 ans
- Construction	20 à 40 ans
- Matériel et Mobilier	2 à 8 ans
- Gros Travaux	10 à 15 ans

Immobilisations en cours – Travaux de construction immobilière

Les immobilisations en cours correspondent aux études et travaux des projets immobiliers de l'association.

Centre	Nature	Montants en €
CMP Fontenay	Projet de relocalisation des locaux - travaux de prospection et de faisabilité	40 708
SAMSAH	Projet d'extension des locaux - travaux de prospection et de faisabilité	11 341
		52 049

Elles sont comptabilisées à leur coût de production selon l'avancement des projets. Ils comprennent :

- Les coûts directement attribuables aux travaux (factures des entreprises, honoraires de maîtrise d'œuvre, études techniques, frais de permis, etc.),
- Ainsi que, le cas échéant, une quote-part des charges indirectes de production lorsque celles-ci peuvent être affectées de manière fiable au projet.

Les immobilisations en cours ne font pas l'objet d'un amortissement tant que les biens correspondants ne sont pas achevés et mis en service.

En cas d'indice de perte de valeur (abandon du projet, dégradation significative des perspectives d'utilisation, etc.), une dépréciation pourra être constituée afin de ramener la valeur comptable à sa valeur actuelle.

À l'achèvement des travaux, les immobilisations en cours sont transférées en immobilisations corporelles, dans les comptes appropriés (constructions), et font l'objet d'un amortissement selon leur durée d'utilisation prévue par l'association.

NOTE 3 - Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplification, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise,
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de tests de dépréciation effectués dès qu'existe un indice de perte de valeur.

NOTE 4 - Stocks et en cours

Les stocks sont des consommables alimentaires et ont été évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Il n'a pas été constaté de dépréciation à la clôture des comptes au 31/12/2025.

NOTE 5 - Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Valeurs réalisables à court terme

19 255 441

Créances redevables et comptes rattachés

217 134

Clients Corde Raide	1 500
Clients ESAT	73 348
Residence Accueil	9 196
Habitat inclusif	640
Foyer Forfaits journaliers	66 585
SAMSAH	65 865

Autres créances

592 003

Produits à recevoir	563 534
Personnel IJSS	28 469

Valeurs mobilières

955 517

Valeurs disponibles

17 449 631

Banque B.C.P.	37 846
Banque BNP	9 471 609
Crédit Coopératif	3 925
Société Générale	7 930 406
Caisse	5 845

Charges constatées d'avance

41 156

Dettes à court terme

4 157 634

Dettes financières diverses

17 335

Dépôts et cautionnements reçus	17 335
--------------------------------	--------

Dettes fournisseurs

609 425

Dettes fiscales et sociales

2 568 025

Etat (taxe sur les salaires, DGFIP et TVA)	154 925
Salariés et charges sociales	2 413 100

Redevables créditeurs - Autres dettes

962 849

Clients créances douteuses	-
Fonds attribués au compte épargne-temps	196 017
Autres engagements et charges à payer	709 965
Différence sur prix de journée	56 867

NOTE 6 – Fonds propres

Etudes Passif du Bilan consolidé au 31 décembre 2025

Fonds Propres / Réserves / Subvention (A) + (B)

21 081 267

Fonds Associatifs

4 129 293 (A)

Réserves / Subventions (hors résultat)

16 951 974 (B)

Intitulés	Solde au 31/12/2024	Apport 2025	Reprise 2025	Solde au 31/12/2025 (B)
Réserve affectée à l'investissement	7 391 643	1 083 170	0	8 474 813
Réserve de compensation	1 797 471	282 463	248 388	1 831 546
Autres réserves	465 515	0	0	465 515
Excédent affecté	90 156	0	90 156	0
Report à nouveau (débitéur/créditteur)	204 588	1 265 844	998 022	472 410
Réserve de trésorerie	1 574 095	0	0	1 574 095
Résultat N	1 265 844	2 153 957	1 265 844	2 153 957
Résultat N-2 réaffecté ou repris	7 156	69 786	98 853	-21 910
Subventions d'investissement	675 146	0	57 674	617 472
Provisions réglementées	1 547 724	0	163 648	1 384 076
TOTAUX	15 019 339	4 855 219	2 922 584	16 951 974

Commentaires sur les mouvements liés aux fonds propres de l'association

Plusieurs centres ont affecté leurs excédents (report à nouveau) des années antérieures en réserves affectées à l'investissement

CMP sanitaire	117 688	Affectation Excédent 2024
HJP sanitaire	135 313	Affectation Excédent 2024
Foyer	440 975	Affectation Excédent 2024 après déduction du report déficitaire 2021 de 10 728,47€
CSAPA MELTEM	299 038	Affectation Excédent 2023
LCR et CMP	90 156	Réaffectation en réserve d'investissement
Apports réserve affectée à l'investissement	1 083 170	

Plusieurs centres ont affecté leurs excédents (report à nouveau) des années antérieures en réserves de compensation :

EMP	56 629	Affectation Excédent 2024
EMPRO	56 662	Affectation Excédent 2024
CMPP	52 873	Affectation Excédent 2024
CMPP	29 248	Affectation Excédent 2023
ESAT Conventionné	35 649	Affectation Excédent 2023
SAMSAH	24 932	Affectation Excédent 2023
Résidence Accueil	26 470	Affectation Excédent 2024
Apports réserve de Compensation	282 463	

SESSAD	-223	Affectation Déficit 2024
SESSAD	-32 344	Affectation Déficit 2023
EMP	-146 445	Affectation Déficit 2023
EMPRO	-34 934	Affectation Déficit 2023
ESAT Conventionné	-28 666	Affectation Déficit 2024
Siège social	-5 776	Affectation d'une quote-part de déficit 2024
Reprises réserve de Compensation	-248 388	

CSAPA LCR	-21 910	Report Déficit 2023
Résultat 2023 repris en 2025	-21 910	

NOTE 7 : Provisions pour risques et charges – Fonds dédiés

Provisions pour risques et charges et Fonds dédiés

3 685 683 €

Intitulés	Solde au 31/12/2024 (A)	Augmentation 2025(B)	Diminution 2025 (C)	Reclassement	Solde au 31/12/2025 (A+B-C)
Total Provision pour risques	219 000	0	57 000		162 000

Intitulés	Solde au 31/12/2025 A)	Augmentation 2025(B)	Diminution 2025(C)	Reclassement (1)	Solde au 31/12/2025 (A+B-C)
Provision pour charges diverses	1 217 367	87 100	59 673	-536 392	708 401
Pour travaux	954 483	307 557	321 261	536 392	1 477 170
Pour financement IDR	1 044 246	307 859	13 993	0	1 338 112
Pour crédits de remplacement	98 843	0	98 843	0	0
Pour fonds dédiés sur subventions LCR	30 795	0	30 795	0	0
Total Provision pour Charges	3 345 733	702 516	524 565	0	3 523 683

(1) Reclassement des CNR de la CORDE RAIDE (plan de reprise de ARS sur 3 ans)

La reprise de 30 795 € des Fonds Dédiés concerne l'Unité Prévention de la Corde Raide. Ces fonds dédiés finançaient le développement du programme « Action Prévention », au 31/12/2025 les fonds dédiés sont soldés.

EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2 328 974

Organismes prêteurs	Dates / Années Durées	Objets	Montants	Capitaux restants dûs au 31/12/2024	Remboursements 2025		Soldes au 31/12/2025
					Capitaux		
CMP Plessis Trevisse BNP	25/05 - 31/12/2009 - 20 ans	Acquisition construction	500 000	155 661	31 848		123 813
CMP Saint MAUR BNP	19/06/2011-18 ans	Terrain	670 000	200 511	44 382		156 129
SIEGE SOCIAL / BNP	12/05/2006 - 20 ans	Acquisition construction	500 000	52 379	34 579		17 800
CMP Saint-Maur/BNP	09/07/2013-18 ans	Construction	1 100 000	499 989	66 427		433 562
CMP Villiers /SOCIETE GENERALE	23/12/2013-18 ans	Construction	950 000	470 701	56 672		414 029
CMP Villiers /SOCIETE GENERALE	27/10/2014-20 ans	Construction	180 000	104 763	9 467		95 296
CMP NOGENT S/M /BNP	04/12/2014-20 ans	Construction/ réhabilitation	700 000	457 676	35 099		422 577
CMPP /SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	21/12/2017-20 ans	Construction	350 000	235 492	17 810		217 683
EMP/SOCIETE GENERALE	23/03/2018-20 ans	Construction	700 000	482 689	34 603		448 086
Total Emprunts				6 016 000	2 659 860	330 886	2 328 974

NOTE 9 : Produits et charges imputables à un autre exercice (Produits constatés d'avance, charges constatées d'avance).

Dépenses de maintenance, assurance, prestation 2025 (charges constatées d'avance) : 41 156 €

NOTE 10 : Dettes sociales et fiscales

Dettes sociales

4220000 OEUVRES SOCIALE	36 596
4282000 DETTES PROVISIONNEES / CONGES PAYES	922 112
4287001 IJ TH REMB	8 528
4310000 URSSAF	517 495
4372000 MUTUELLE	83 817
4373050 RUAA HUMANIS	122 439
4373200 PREVOYANCE CADRES ET NC VAUBAN HUMA	66 331
4373230 IRCANTEC	9 277
4374100 CNRACL ESMS P.CORRES.	2 871
4378100 RAFP	258
4378200 OPCO FORM PROF CONVENTIONNELLE	90 112
4382000 CHARGES SOCIALES / CONGES PAYES	553 266
Dettes fiscales	
4421000 IMPOTS PREL A LA SOURCE DGFIP	45 919
4455100 TVA A PAYER	4 229
4456600 TVA DED/ABS	911
4471100 TAXES SUR SALAIRE	103 867

2 568 025

NOTE 11 : Montant des rémunérations des plus hauts cadres salariés (article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006)

En application du règlement comptable ANC n°2014-03 et l'instruction fiscale 4 H 5 -06 n°208 du 18/12/06 portant notamment sur la transparence financière des associations, il est précisé qu'aucune rémunération ou aucun avantage n'est versé aux dirigeants de l'association. Ils sont membres bénévoles.

Les montants des plus fortes rémunérations chargées et versées par catégorie de l'association sont les suivants pour 2025 :

Catégories	Nombre de salariés concernés en ETP	Coûts globaux à l'année en K€
Médecins - Psychiatre	2,75	394
Directeurs généraux	1,5	308

NOTE 12 : Effectifs

EFFECTIF AU 31/12/2025		
STRUCTURE	NBRE PERSONNES	NBRE ETP
01-SIEGE 1 15-4 COMMUNS	26	25,7
04S-ESAT	20	19,5
05-SESSAD	10	8,94
11-EMP	60	52,87
12-EMPRO	24	19,6
13-FOYER	11	8,63
06-CSAPA MELTEM	25	22,42
15-1 SECTEUR 94I01	56	44,53
12-2 POLE 94I02	29	21,59
17-SAMSAH	8	6,75
21-CMPP	10	6,01
26-CSAPA LCR	21	17,13
26-RESIDENCE ACCEUIL	2	2
TOTAL	302	255,67

NOTE 13 : Engagements retraites

Modalités de calcul des IFC	Méthode prospective
Conventions collectives nationales	Etablissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966
	Médecins spécialisés travaillant dans les établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 1er mars 1979
	Hospitalisation privée à but non lucratif de 31 octobre 1951
Age départ à la retraite	64
Evolution annuelle des salaires	2%
Taux d'actualisation	4%
Taux charges patronales	45%
Taux taxe sur les salaires	9,5%
Table de Mortalité	Table de mortalité INED
Table de Turn-Over	Turn Over faible
Tous les salariés	Oui
Type de contrats	A.FAM Continu CCN66; A.FAM Interm. CCN66; CDD-AS. FAM; CDD-C; CDD-C-TP; CDD-MED-TP; CDD-NC; CDD-NC-TP; CDI EDUC NAT PARTIEL; CDI F.DET; CDI-AS.FAM; CDI-C; CDI-C-CTP; CDI-MED-TP; CDI-NC; CDI-NC-TP; VRP.

Le montant de l'engagement provisionné est évalué à 1 500 K€.

NOTES 14 : Informations concernant le commissaire aux comptes

Pour l'année 2025, les honoraires versés au titre du contrôle légal : 35 000 € HT.

NOTE 15 : Informations relatives au compte de résultat :

Conformément au règlement du CRC, une information sectorielle est donnée dans l'annexe lorsqu'une association établit des comptes distincts pour ses différents secteurs d'activité. A cet effet, un tableau de ventilation est joint en Annexes Complémentaires.

NOTE 16 : Engagements hors bilan

Banque Société Générale :

Emprunt 213342005603 – 950 000 € : Caution par une Collectivité Territoriale (Villiers-sur-Marne)

Emprunt 214090004202 – 180 000 € : Caution par une Collectivité Territoriale (Villiers-sur-Marne)

Emprunt 21631800607 - 350 000 € : Hypothèque légale spéciale ou Privilège sur immeuble à usage résidentiel

Emprunt 217 0005007509 – 700 000 € : Caution par Collectivité territoriale (Fontenay-Sous-Bois)

BNP :

Garanties affectées à un engagement :

TYPE	MONTANT
PROMESSE D'HYPOTHEQUE	1 100 000
SUBR HYP LEG VENDEUR IMMEUBLE	300 000
HYP LEGALE PRETEUR DE DENIERS	804 000
CONTREGAR STE CAUT MUT	200 000
HYP LEGALE PRETEUR DE DENIERS	300 000
CAUTIO PERSO SOLIDAIRE	2 970 000
TOTAL	5 674 000

Crédit du Nord : Néant

ANNEXES COMPLEMENTAIRES

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDE DE L' U.D.S.M.exercice 2025

INITITULES DES COMPTES	GLOBAL U.D.S.M		SECTEUR SANITAIRE				SECTEUR MEDICO SOCIAL										PAR STRUCTURES EN EUROS				
	MONTANT en €	%	FOYER	CMP et HIP	ESAT Conventionné + commercial	ESAT Production	ESAT Social	SESSAD	EMP	EMPRO	SAMSAH	C.M.P.P		CSAPA LA CORDE RAIDE	LA RÉSIDENCE ACCUEIL	HABITAT INCLUSIF	SIEGE SOCIAL	Association			
ACHATS	1 009 062	4,25	94 318	162 768	157 130	74 699	82 431	27 670	11	12	17	21	26	38 071	55 813	30	1	2			
SERVICES EXTERIEURS	1 207 162	5,08	69 900	230 933	115 178	65 132	50 046	60 887	176 000	82 977	17 807	11 369	138 863	127 946	115 176	9 476	35 197	15 455			
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 687 041	7,10	98 793	425 659	81 605	48 431	33 174	18 131	575 783	55 736	21 353	27 365	66 768	75 870	27 545	0	79 839	132 596			
IMPOTS ET TAXES	124 727	0,53	0	12 809	14 694	8 816	5 878	2 345	17 913	6 151	0	4 836	7 405	152	289	0	4 358	53 777			
FRAIS DE PERSONNEL 64/63	16 744 642	70,50	845 584	4 908 151	1 208 258	228 700	979 559	493 417	3 081 452	1 195 932	491 514	466 736	1 334 117	1 400 613	135 182	7 510	1 145 092	31 084			
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 323 857	5,57	50 749	533 906	76 713	22 747	53 966	72 775	223 836	89 699	24 354	28 950	87 624	97 912	36 641	0	0	698			
CHARGES FINANCIERES	90 313	0,38	98	69 088	412	337	75	83	11 218	195	116	4 960	260	411	122	0	3 349	4			
DOTATION : AMORTISS. ET PROVISIONS	1 565 119	6,59	30 856	392 357	187 548	63 810	123 738	38 634	295 488	239 753	13 499	71 919	91 347	58 533	67 437	0	77 747	0			
DES CHARGES D'EXPLOITATION	23 751 922,74	100,00	1 190 298,23	6 735 670,49	1 841 597,16	512 671,25	1 328 865,91	713 940,81	4 568 824,66	1 782 133,91	576 877,30	624 854,68	1 853 331,91	1 799 506,44	438 203,09	16 985,56	1 373 246,11	236 512,99			
PRODUITS	673 853		0	0	438 853	438 853	0	0	0	0	0	0	0	9 750	215 326	9 924	0	0			
PRODUITS TARIFICATION	21 827 854		1 899 677	7 420 348	1 142 573	0	1 142 573	683 182	4 424 574	1 764 207	594 664	589 273	1 846 128	1 463 227	0	0	0	0			
SUBVENTION EXPLOITATION	454 135		7 107	3 830	7 976	0	7 976	4 563	61 981	15 901	3 996	28 277	0	85 682	227 760	7 061	0	0			
URES PRODUITS GESTION COURANT	1 966 708		5 149	159 186	98 174	48 771	49 403	2 600	64 980	119 786	1 094	227	64 771	58 501	4 509	0	1 238 448	149 284			
PRODUITS FINANCIERS	287 378		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	287 378			
REPRISE : AMORT ET PROVISIONS	695 953		11 119	98 843	19 064	0	19 064	5 300	59 865	33 317	23 874	138 165	95 716	189 416	0	0	8 226	13 049			
AL DES RECETTES D'EXPLOITATION	25 905 880		1 923 051	7 682 207	1 706 640	487 624	1 219 016	695 645	4 611 400	1 933 210	623 628	755 943	2 006 615	1 806 576	447 594	16 986	1 246 674	449 711			
RESULTAT COMPTABLE UD\$M	2 153 957,12	0,10	732 753,25	946 536,39	-134 897,18	-25 047,52	-109 849,66	-18 296,12	42 575,33	151 076,49	46 750,95	131 088,07	153 283,55	7 069,25	9 391,03	0,00	-126 572,35	213 198,46			
REPRISE DEFICIT N-2	-21 910,56																				
REPRISE EXCEDENT N-2	0,00										0,00		0,00								
RESULTAT A AFFECTER UD\$M	2 132 046,56	0,10	732 753	946 536	-134 897	-25 048	-109 850	-18 296	42 575	151 076	46 751	131 088	153 284	-14 841	9 391	0	-126 572	213 198			